

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 7 (1979)

DOI: 10.11588/fr.1979.0.49863

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Bismarcks Außenpolitik und der Berliner Kongreß, éd. par Karl Otmar von ARETIN, Wiesbaden (Franz Steiner) 1978, 162 p.

Publié à l'occasion d'un colloque consacré au centenaire du Congrès de Berlin sous l'égide de l'Institut d'Histoire Européenne de Mayence et de son directeur, Karl Otmar von ARETIN qui le préface, ce petit ouvrage contient un discours du Président de la Fondation du patrimoine culturel de Prusse et cinq études d'historiens sur le contexte, le déroulement et les conséquences de ce congrès, ultime tentative d'apaisement, avant la première guerre mondiale, entre grandes puissances européennes avides d'obtenir les dépouilles de l'empire ottoman en déclin. Etant donné le rôle de Bismarck dans la politique étrangère de cette époque, on ne s'étonnera pas de voir la dernière étude, celle de Lothar GALL, professeur d'histoire moderne à l'université de Francfort s/Main, analyser l'évolution de l'historiographie de Bismarck en R. F. A. de 1945 à nos jours (p. 136-158).

Les deux premières études du recueil, celle de Theodor SCHIEDER sur les Etats et l'équilibre européen (p. 17-40) et celle d'Andreas HILLGRUBER sur la politique étrangère de Bismarck de 1870 à 1882 (p. 41-68) sont empruntées, l'une au 5<sup>e</sup> volume de l'Histoire de l'Europe, parue au Propyläen Verlag à Berlin, l'autre, au livre qu'Andreas Hillgruber a publié en 1972 sur la politique étrangère de Bismarck (Rombach Verl., Freiburg). Toutes deux montrent clairement que Bismarck a joué les médiateurs entre Anglais, Russes et Autrichiens par intérêt bien compris pour l'Empire allemand dont il veut, après les guerres d'expansion, assurer le crédit et la stabilité. On notera toutefois une différence, pour ne pas dire une divergence d'interprétation entre les deux historiens s'agissant de l'attitude bismarckienne devant les intérêts et les idéologies de classes. Sur ce point, Theodor Schieder semble aller un peu loin lorsqu'il estime que la sécurité et l'intérêt des Etats motivent Bismarck au point de lui faire négliger les principes monarchiques. Tout en soulignant lui aussi le pragmatisme du chancelier, Andreas Hillgruber rappelle cependant fort à propos sa méfiance permanente envers les régimes parlementaires et ses doutes quant à la solidité d'alliances avec ces régimes, méfiance qui empêcha, entre autres, tout accord véritable avec la Grande Bretagne (p. 56).

L'étude centrale du recueil, celle d'Immanuel GEISS, fondée sur les procès verbaux et les matériaux du Congrès, dont il a assuré la publication en allemand (Schriftenreihe des Bundesarchivs, Bd. 27) apporte des éléments neufs et intéressants sur le sort de minorités dans les pays d'Europe du Sud Est. Le débat qui s'instaure au Congrès de Berlin sur les droits et l'égalité de ces minorités se heurte à l'intolérance du chancelier russe Gortchakov et reflète, déjà à cette époque, le statut d'infériorité réservé notamment aux Arméniens et aux Juifs, dont les massacres ultérieurs seront le tragique aboutissement.

Prolongeant et élargissant la réflexion d'Immanuel Geiss, la conférence de Gotthold RHODE (p. 107-130) montre que les Etats naissants de l'Europe du Sud Est n'intéressaient les représentants des grandes puissances européennes que dans la mesure où leur existence stabilisait ou déstabilisait l'ordre européen — conception que nous retrouvons aujourd'hui à l'échelle universelle. D'où la

nécessité, soulignée par G. Rhode, de tenir davantage compte dans l'historiographie de cette époque, des aspirations des peuples d'Europe du Sud Est et des conséquences ultérieures de leur ignorance.

Le Congrès de Berlin a certes permis, et tous les auteurs du recueil sont d'accord sur ce point, d'éviter l'affrontement entre grandes puissances européennes pendant près de quatre décennies. Mais, en suivant les exposés, le lecteur ne peut s'empêcher de méditer sur le prix payé par les peuples et les minorités opprimées au nom de cette »paix européenne«.

Rita THALMANN, Tours

Charles-Robert AGERON, *France Coloniale ou Parti Colonial?*, Paris (Presses Universitaires de France) 1978, 302 S.

In der Literatur zum französischen Imperialismus sind sozialpsychologische Reaktionsmuster bisher kaum erörtert worden. In diese Lücke stößt Agerons Anthologie, mit der Präsentation von kolonialistischen Zielvorstellungen und Ideologien verbindet er den Versuch »de mesurer comment notre peuple a reçu la prédication coloniale?« Damit ist die Frage nach der gesellschaftlichen Tiefenwirkung kolonialexpansionistischer Vorstellungen und Doktrinen gestellt.

Die zusammengestellten Texte – begriffsgeschichtliche Exkurse, Reden, Auszüge aus programmatischen Schriften und Pamphleten sowie Zeitungsartikel – vermitteln ein breites Spektrum »kolonialer Ideen«, sie reichen vom »système de l'exclusif« des Ancien Régime über die Assimilations- bzw. Associationsdoktrin bis zur Communauté, wobei das Schwergewicht eindeutig auf der Agitation des »parti colonial« vor 1914 liegt.

Im einzelnen nuanciert Vf. einige Forschungspositionen. So datiert er die Ausprägung der »modernen« kolonialpolitischen Konzeption auf das Jahrzehnt 1860/70 und belegt in einer Vielzahl von Texten die Korrelation von Kolonisation und sozialen Unruhen als stereotype Argumentation in der Zeit zwischen Julikönigtum und Jahrhundertwende. Präziser als bisher üblich wird die Originalität von Ferrys ökonomischer Imperialismus-Doktrin mit dem Hinweis bestritten, er habe Vorlagen aus der Zeit zwischen 1848 und 1869 regelrecht kopiert! Die daraus gefolgerte These, Ferry habe sich gegenüber Exportinteressen insbesondere auch der vogesischen Baumwollindustrie gleichgültig verhalten, bedarf allerdings noch einer empirischen Absicherung.

Die Behandlung des »parti colonial« verzeichnet als Novum dessen embryonale Vorform in Gestalt der 1883 gegründeten »Société française de colonisation«. Hinsichtlich Mitgliederzahl und Finanzlage der einzelnen »Comités« werden z. T. neue Zahlen präsentiert, wenngleich neuere Beiträge von angelsächsischen Historikern zu Fragen der Verbandsstruktur und Einflüssen der »milieux d'affaires« nicht berücksichtigt werden.

Im Unterschied zu Girardets Kernthese, die »koloniale Idee« sei integraler Bestandteil der »kollektiven Mentalität« geworden,<sup>1</sup> unterstreichen Agerons

<sup>1</sup> Raoul GIRARDET, *L'idée coloniale en France 1871–1962*, Paris 1972, S. 67 ff.